

Etudes & Métiers



DROIT



Edition:

2019/2020

Cedies

www.cedies.lu

18-20, montée de la Pétrusse

L-2327 Luxembourg

Photos:

Fotolia.com

Clôture de rédaction:

19 août 2019

Toute modification postérieure à cette date est annoncée sur le site **www.cedies.lu** et **www.beruffer.anelo.lu**

**Dans la présente publication,
le masculin est utilisé dans un
souci de lisibilité sans volonté de
discrimination.**

Sommaire

4	PANORAMA DES MÉTIERS
	<i>Les métiers du secteur privé</i>
4	■ AVOCAT
9	■ JURISTE D'ENTREPRISE
11	■ JURISTE DE BANQUE
	<i>Les métiers du secteur public</i>
12	■ HUISSIER DE JUSTICE
14	■ JURISTE DANS LA FONCTION PUBLIQUE
16	■ MAGISTRAT
21	■ NOTAIRE
25	FORMATIONS
38	SOURCES D'INFORMATION

La série de dossiers

« Etudes & Métiers »

a pour objectif de vous donner les informations de base nécessaires pour vous aider à faire votre choix. De nombreux sites internet y sont référencés. Consultez-les pour obtenir une information détaillée sur les formations, les établissements, les procédures d'inscription et le cadre professionnel.

En matière d'information, soyez vigilants :

- Les informations les plus récentes se trouvent toujours sur le site de l'école ou de l'université !
 - Contactez le Cedies pour vous assurer que la formation est reconnue et vous donne droit aux aides financières de l'État pour études supérieures !
 - Ne limitez pas votre demande d'inscription à une seule université ou un seul pays !
-

Le droit

fait partie des formations supérieures qui attirent beaucoup de lycéens. Les perspectives d'emploi sont très nombreuses, aussi bien dans le domaine purement juridique (les carrières d'avocat, d'huissier de justice, de juriste, de magistrat et de notaire), que dans le domaine des affaires, de la fiscalité, du social et de la fonction publique nationale ou internationale.

Vous avez un esprit vif, analytique et habile au raisonnement?

Vous maîtrisez le français et avez des aptitudes pour la rhétorique?

Vous êtes doué pour la négociation?

Vous êtes patient et polyvalent?

... alors le droit pourrait vous convenir!



Les métiers du secteur privé

AVOCAT

Auxiliaire de justice, l'avocat représente et défend devant un tribunal les particuliers ou les entreprises engagés dans un procès. Il suit des affaires civiles (accidents, divorces...) ou pénales (vols, crimes...). Dans le cadre des procédures pénales, il est présent lors des gardes à vue.

Source : www.onisep.fr

Son travail

Conseil et négociation

Régler un litige en évitant un procès fait aussi partie des missions de l'avocat. À lui de négocier, afin de trouver une solution favorable aux intérêts de son client. Mandaté par plusieurs parties, il peut assurer une mission de médiation conduisant à un accord à l'amiable.

Défense des personnes et des sociétés

Défendre les personnes et les entreprises engagées dans un procès, telle est la principale mission de l'avocat. Il joue aussi un rôle de conseiller pour régler les conflits avant qu'ils ne soient portés sur la scène judiciaire.

L'avocat généraliste traite tout type d'affaire (civile, pénale, commerciale...). Lorsqu'il est spécialisé, il propose ses compétences en droit de la personne, droit pénal, droit des affaires, droit immobilier... C'est souvent le cas des professionnels travaillant au sein de cabinets d'avocats. Les avocats d'affaires exercent uniquement pour le monde de l'entreprise. Ils conseillent les sociétés dans les aspects juridiques de leurs projets (fusion, rédaction de contrats...) et les défendent en cas de contentieux.

Les qualités requises

- Rigueur et motivation
- Aisance rédactionnelle
- Discrétion et charisme

Cadre professionnel

L'avocat exerce une profession libérale et indépendante. Les avocats établis au Luxembourg sont réunis au sein d'une organisation professionnelle, le Barreau de Luxembourg. Le pays compte deux barreaux distincts et indépendants: Luxembourg et Diekirch. Le nombre d'avocats pouvant s'installer dans un arrondissement n'est pas limité.

Schématiquement, on distingue trois catégories d'avocats :

- les avocats «de proximité» qui règlent les problèmes de la vie quotidienne et les affaires familiales;
- les avocats d'affaires, dont les principaux clients sont les entreprises ;
- les pénalistes ou avocats d'assises

Accès à la profession

Profession réglementée

Pour être admis au Barreau et donc être autorisé à exercer comme avocat, le candidat doit justifier d'un Master homologué en droit, suivi d'un stage professionnel composé d'une période de cours (CCDL) et d'un stage pratique (stage judiciaire) sanctionné par un examen de fin de stage.

www.mj.public.lu
www.barreau.lu

Législation

La loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat a réglé de manière précise les conditions d'accès à la profession.

- **Loi modifiée du 10 août 1991** sur la profession d'avocat

- **Règlement grand-ducal du 10 juin 2009** portant organisation du stage judiciaire

La profession est également influencée par les Règles de l'Union européenne.

- **Loi du 18 décembre 2008 A - N° 195** transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes.

- **Directive 98/5/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 février 1998**

visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise.

- **A162 : Règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 fixant les critères d'homologation des titres et grades étrangers**

L'enseignement du droit doit avoir porté au moins sur les matières d'études suivantes:

le droit civil, le droit commercial, le droit pénal ou la procédure pénale, le droit international privé ou public, le droit constitutionnel ou administratif.

Le droit civil doit avoir été enseigné pendant au moins deux années, quatre semestres ou six trimestres. Les autres matières doivent avoir été enseignées pendant au moins une année, deux semestres ou trois trimestres.

Le droit enseigné doit correspondre dans ses conceptions fondamentales aux principes généraux du système juridique luxembourgeois.

Devenir avocat, les étapes...

1. Homologation du diplôme étranger de Master en droit

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
20, Montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg
Tél : +352 247 85135

2. Cours complémentaires en droit luxembourgeois -CCDL-

Le certificat constitue une condition préalable à l'admission aux professions libérales du domaine du droit (avocats, notaires, huissiers de justice) et pour accéder à la fonction publique dans le cadre de la carrière des juristes (magistrats, fonctionnaires). Par ailleurs, de nombreux employeurs privés l'exigent.

■ **Durée:**
du 1er octobre au 15 avril

■ **Inscription:**
de juin à septembre
Ministère de la Justice
www.mj-public.lu

■ **Certification:**
Certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois

■ **Rémunération:**
- Indemnité versée par l'Etat:
150 €

■ **Conditions d'accès:**

Master en droit
(homologué si étranger)

■ **Connaissances linguistiques:**

Maîtrise du français, de l'allemand et du luxembourgeois (niveau B2)

Contact:

Monsieur Marco Rossi
Marco.Rossi@mj.etat.lu
Tél. : 247-88531
Admission au Barreau

3. Stage judiciaire

Après l'obtention du CCDL, les stagiaires sont admis à l'inscription sur la liste 2 de l'un des Barreaux du Luxembourg. Le but du stage judiciaire est l'apprentissage de l'exercice de la profession d'avocat (sous l'égide d'un patron de stage).

■ **Durée:**
2 ans

■ **Certification:**
examen de fin de stage

■ **Rémunération:**
- Revenu fixé par le patron de stage
- Indemnité versée par l'Etat:
500 €

■ **Cours obligatoires :**
- Déontologie
- Comptabilité
- Rédaction d'actes juridiques
- Conférences

4. Admission au Barreau

Après la réussite de cet examen de fin de stage, le postulant devient avocat à la Cour et est inscrit sur la Liste 1 du Tableau de l'Ordre.

La décision d'admission au Tableau de l'Ordre est prise par le Conseil de l'Ordre, après examen du dossier du candidat.

Pour en savoir plus

sur les listes du tableau de l'ordre:
www.barreau.lu

La profession en chiffres

Source: Barreau de Luxembourg,
mars 2018

Nombre d'avocats inscrits au Barreau	2.444
	dont 1135 femmes et 1309 hommes

Nombre d'avocats luxembourgeois: 696

Nombre d'avocats belges: 291

Nombre d'avocats allemands: 146

Nombre d'avocats français: 1033

Nombre de cabinets d'avocats: 475

Connaissances linguistiques

Toute personne physique souhaitant s'inscrire au tableau de l'Ordre des avocats doit maîtriser la langue de la législation (français: B2) ainsi que les langues administratives et judiciaires.

- Les candidats ayant suivi un enseignement primaire et secondaire/secondaire technique dans un système d'enseignement public luxembourgeois et/ou ayant obtenu, dans ce système, un diplôme permettant l'accès à des études d'enseignement supérieur, peuvent être dispensés de devoir passer les épreuves de langues dans la mesure où l'enseignement qui a mené à ce diplôme était dispensé dans les langues visées.
- Les candidats ayant obtenu dans un pays ou une région de langue allemande le diplôme leur permettant l'accès à des études d'enseignement supérieur, peuvent être dispensés des épreuves de langue allemande. Ils devront cependant toujours se soumettre aux épreuves de langue luxembourgeoise.

› Compréhension orale et écrite allemande:

niveau B2 exigé

Expressino orale allemande : B1

› Compréhension orale luxembourgeoise:

niveau B2 exigé

› Expression orale luxembourgeoise

niveau B1 exigé

Infos supplémentaires:
www.barreau.lu/communication/news/

JURISTE D'ENTREPRISE

Protéger les intérêts de sa société sur les plans commercial, fiscal, social..., telle est la mission du juriste d'entreprise. Cela, qu'il soit généraliste ou spécialisé dans un domaine comme les contrats ou les contentieux.

www.onisep.fr

Son travail

Études et conseil

Choisir le régime fiscal le plus favorable, mener à bien un plan social, établir et négocier des contrats..., le juriste protège et défend les intérêts de la société pour laquelle il travaille. Il joue un rôle de conseil en informant les différents services (ressources humaines, direction financière, direction commerciale...) des lois en vigueur. Il accompagne les démarches et les projets en cours en s'appuyant sur sa parfaite connaissance des réglementations.

Veille juridique

Une nouvelle législation s'applique à la fiscalité, au régime des retraites, au contentieux entre deux sociétés ? Pour éviter tout manquement à la loi, ce

juriste se tient informé de l'évolution du droit. Il exerce par ailleurs une veille permanente afin d'interpréter, d'appliquer et d'expliquer les textes à ses collaborateurs et clients.

Spécialisation et expertise

De plus en plus souvent, le juriste affine ses compétences en se spécialisant dans des domaines porteurs : les contrats, la concurrence, le droit social, l'environnement, les brevets, la propriété intellectuelle... Les employeurs, en particulier les grands groupes, recherchent une expertise.

Les qualités requises

- Connaissance parfaite de son domaine d'intervention
- Rigueur et objectivité
- Aisance écrite et orale
- Capacité d'analyse et de synthèse

Accès à la profession

Master en droit

Il n'est pas nécessaire d'être avocat (avoué) pour exercer comme juriste d'entreprise.

L'exercice de la profession d'avocat (avoué) est incompatible avec celui d'un emploi salarié du secteur public ou privé. Le juriste d'entreprise ne pourra donc rester inscrit au tableau de l'ordre des avocats.

Informations complémentaires

AEJE/ECLA – Association Européenne des Juristes d'Entreprise :

www.ecla.org/

JURISTE DE BANQUE

Les missions varient en fonction du poste occupé. D'une manière générale, le métier de juriste de banque consiste à :

- conseiller le personnel de la banque pour toutes questions juridiques liées aux affaires de la banque, que ce soit dans ses relations avec le client, dans ses affaires internes
- intervenir au niveau du développement de nouveaux produits, pour en couvrir les aspects juridiques
- rédiger et gérer le contenu des contrats de la banque et veiller à leur conformité aux réglementations existantes
- gérer les dossiers litigieux, en coopération avec les avocats externes chargés de la défense des intérêts de la banque
- suivre l'évolution réglementaire nationale et internationale

Les missions seront bien entendu plus spécialisées pour les juristes affectés à des postes dans des départements de crédit, de salle de marché, d'administration d'OPC ou de montage de structures financières. Dans certains établissements, la fonction de juriste de banque se combine à une fonction de « Compliance officer ». Les juristes assument parfois en plus la fonction de conseiller fiscal ou se spécialisent entièrement dans cette matière complexe.

Les métiers du secteur public

HUISSIER DE JUSTICE

Délivrer une convocation à un particulier, faire exécuter une décision de justice, établir des constats... autant d'activités exercées par l'huissier de justice. Tous les actes de ce professionnel ont une valeur officielle.

www.onisep.fr

Son travail

Informer les justiciables

Officier ministériel, l'huissier possède le monopole de certaines activités. Il informe les personnes qu'une action en justice est engagée contre elles en leur remettant une convocation : une assignation en matière civile (p.ex. divorce) ou une citation en matière pénale. Une fois le jugement rendu, il porte à la connaissance des intéressés la décision de justice.

Exécuter les jugements

À l'exception des peines d'emprisonnement, son intervention est essentielle pour faire appliquer les jugements rendus par la justice, notamment le recouvrement des créances (factures, loyers, pensions alimentaires... restés impayés). Il recherche des solutions en proposant au débiteur un plan de

remboursement. En l'absence de tout accord, et après décision de justice, l'huissier procède au recouvrement forcé des dettes : saisies (meubles, salaire...), expulsions lorsqu'il s'agit de loyers impayés...

Établir des constats

L'huissier est également compétent pour établir des constats (dégâts des eaux, malfaçons...). Ces derniers servent de preuve incontestable devant les tribunaux et permettent aux victimes d'obtenir réparation du préjudice.

Autres missions possibles

- organisation de ventes aux enchères
- validation du règlement d'un jeu
- administration d'immeubles...

Les qualités requises

- Sens de l'écoute et du dialogue
- Discrétion et grande force de caractère
- Rigueur et honnêteté
- Sens des responsabilités
- Capacité d'adaptation aux situations

Accès à la profession

Profession réglementée

Le candidat à un poste d'huissier de justice adresse sa demande au ministre de la Justice. Il est nommé par le Grand-Duc.

Pour pouvoir être nommé huissier de justice, il faut:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise et avoir la jouissance des droits civils et l'exercice des droits politiques
2. produire un certificat de moralité, délivré par le Procureur d'Etat;

3. avoir accompli un stage, effectif et non interrompu, d'une durée d'un an dans une étude d'huissier de justice en fonction depuis au moins cinq ans
4. présenter le certificat de candidat-huissier de justice

Pour pouvoir être admis au stage d'huissier de justice, le candidat doit :

- soit présenter le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois (CCDL)
- soit présenter le diplôme de docteur en droit, délivré par un jury luxembourgeois

www.mj.public.lu

www.huissier.lu

Législation

La profession d'huissier de justice est réglementée par la loi du 4 décembre 1990.

La profession en chiffres

Le nombre d'huissiers de justice est fixé par règlement grand-ducal à 19.

JURISTE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

La fonction publique offre de nombreux débouchés aux juristes.

Si depuis des décennies, l'Etat recrute régulièrement des juristes, la demande de la Fonction publique en « femmes et hommes de droit » s'est accrue ces dernières années. Cela est dû notamment à la technicité juridique poussée de bon nombre de dossiers, à l'accroissement du travail en matière de transposition de normes européennes et à l'augmentation du contentieux devant les juridictions administratives.

Conditions d'accès

- Diplôme de Master en droit homologué
 - Réussite des cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)
-

Carrières supérieures de l'administration publique

Les carrières des fonctionnaires sont organisées selon 5 rubriques :

1. Administration générale

Un examen-concours est organisé en deux parties :

- L'épreuve d'aptitude générale (plusieurs sessions par an)
- L'épreuve spéciale (organisée suite à la publication d'un poste vacant sur GovJobs) Il est également possible d'être recruté sous le statut d'employé de la carrière A1 accessible avec un Master et A2 accessible avec un Bachelor.

Carrières de la catégorie administrative :

- Attaché de gouvernement
- Attaché de direction
- Chargé d'études
- Secrétaire de légation
- Attaché au Conseil d'Etat
- Inspecteur des finances
- Chargé de mission

2. Enseignement

www.men.lu

3. Police et armée

www.police.lu

www.armee.lu

4. Douanes

5. Magistrature

www.mj.public.lu

Infos supplémentaires:

www.fonction-publique.public.lu

<https://govjobs.public.lu/fr.html>

MAGISTRAT

Rendre la justice et veiller au respect des textes législatifs et réglementaires, telles sont les missions du magistrat. C'est au juge que revient la responsabilité de décider et de conclure un débat. Il devra arbitrer entre les différents arguments exposés par les avocats et peser les avantages et les inconvénients des différentes voies qui s'offrent à lui et trancher le litige en fonction des règles de droit applicables.

www.onisep.fr

Son travail

Faire appliquer la loi

Garant du bon déroulement des procès, le magistrat du siège applique la loi et rend un jugement conforme au droit, après avoir étudié le dossier et entendu objectivement les accusés et les accusateurs ainsi que leurs avocats exposer leurs arguments dans un débat contradictoire.

Il peut fixer des sanctions et des peines, ordonner des dommages et intérêts.

Ses fonctions varient selon sa spécialisation:

- juge d'instance
- juge des enfants
- juge de l'application des peines
- juge des affaires familiales...

Défendre l'intérêt public

Le magistrat du parquet (substitut, procureur, avocat général...) officie au sein d'un tribunal de grande instance, d'une cour d'appel ou à la Cour de cassation.

Sa mission :

- défendre les intérêts de la société
- veiller au respect de l'ordre public

Il dirige les enquêtes de police, décide des suites à donner en cas d'infraction et s'assure de la bonne exécution des peines prononcées. En audience, il plaide (debout) pour réclamer une peine au nom de l'intérêt public qu'il représente.

Le siège et le parquet

Il faut distinguer deux grands types de fonctions :

■ magistrats du siège

juges assis ou magistrature assise. Ce sont eux qui rendent le jugement. Ils exercent des fonctions variées. Ils sont autonomes et inamovibles.

■ magistrats du parquet

magistrature debout (procureurs et leurs substituts). Leur mission est de représenter la société et de faire appliquer la loi. Ce sont eux qui poursuivent l'auteur d'un délit et qui, à l'audience, se lèvent devant le tribunal ou la Cour pour réclamer la peine. Au cours de sa carrière, un magistrat peut passer d'une fonction à l'autre !

Les différents postes dans la magistrature

■ juge de paix

il traite le contentieux de droit civil et commercial ne dépassant pas 10.000€ , les affaires de bail et de loyer, de droit du travail, de contravention

■ juge au tribunal d'arrondissement

il s'occupe des litiges de droit civil et commercial dépassant la compétence du juge de paix, des affaires correctionnelles et criminelles, du divorce

■ juge d'instruction

il mène l'enquête pour fournir tous les éléments au procès, dirige les enquêtes pénales et prend les mesures de contrôle ou d'emprisonnement

■ juge de la jeunesse et des tutelles

il est le spécialiste en matière de problèmes de l'enfance et prend les mesures de protection, d'éducation et de rééducation nécessaires aux jeunes de moins de 18 ans ou aux personnes sous tutelles et par conséquent préside le tribunal pour enfants qui juge les mineurs délinquants

■ substitut du procureur

il décide de poursuivre l'auteur d'une infraction qui, au procès, requiert une peine.

Les qualités requises

- Être humain et juste
- Être attentif et disponible, humble et autonome, capable d'initiative et de synthèse, réactif et organisé, conciliant et compréhensif.
- Être impartial et à l'écoute
- Faire preuve de psychologie

Accès à la profession

Profession réglementée

Pour devenir magistrat, la nationalité luxembourgeoise et une connaissance adéquate des trois langues administratives du pays (français, allemand et luxembourgeois) sont obligatoires. En outre, il faut avoir obtenu un master en droit, avoir réussi le CCDL et avoir accompli le stage judiciaire.

Devenir magistrat, les étapes...

1. Homologation du diplôme étranger de Master en droit

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
Commission d'homologation
20, Montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg
Tél : +352 247 85135

2. Cours complémentaires en droit luxembourgeois

Après la réussite des cours complémentaires en droit luxembourgeois, le jeune avocat est admis à un des deux Barreaux du pays (Luxembourg ou Diekirch).

- **Durée:**
du 1er octobre au 15 avril
- **Inscription:**
Ministère de la Justice
www.mj.public.lu
- **Certification:**
Certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois
- **Conditions d'accès:**
Master en droit
(homologué si étranger)
- **Contact:**
Monsieur Marco Rossi
Marco.Rossi@mj.etat.lu
Tél. : 247-885314
Admission au Barreau

3. Stage judiciaire

Il effectue ensuite un stage de formation pratique d'une durée de deux ans à la suite duquel il doit passer son examen de fin de stage judiciaire.

- **Durée:**
2 ans
- **Certification:**
examen de fin de stage
- **Rémunération:**
 - Revenu fixé par le patron de stage
 - Indemnité versée par l'Etat: 400 €
- **Cours obligatoires :**
 - Déontologie
 - Comptabilité
 - Rédaction d'actes juridiques
 - Conférences

- Les magistrats stagiaires sont nommés par arrêté grand-ducal, à titre provisoire et pour une durée d'une année
- La formation théorique est suivie à l'Ecole Nationale de la Magistrature, située à Bordeaux (France).
- La formation pratique se fait au Luxembourg auprès des tribunaux, des parquets, des services de police, des établissements pénitentiaires, etc.
- La nomination définitive est possible après la fin du stage et en fonction des vacances de postes.

Infos supplémentaires :

www.mj.public.lu

4. stage d'attaché de justice

En cas de réussite à l'examen de fin de stage judiciaire, l'avocat stagiaire deviendra avocat à la Cour et pourra s'inscrire à l'examen-concours pour le recrutement des magistrats stagiaires, nommés attachés de justice.

Débuter dans la profession

Si aucun poste n'est vacant à la fin du stage, l'attaché peut devenir attaché de justice à titre définitif en attendant une vacance de poste.

La profession en chiffres

Source : Parquet général

Nombre de magistrats (données 2018):

231 dont 143 femmes

■ Magistrats des juridictions administratives

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Cour administrative	4	1	5
Tribunal administratif	5	8	13

*Ne sont pas repris dans ce tableau deux attachés de justice (deux femmes)

NOTAIRE

Médiateur entre les pouvoirs publics et le citoyen, le notaire a pour missions principales le conseil impartial et l'authentification d'actes et de contrats.

www.onisep.fr

Son travail

Certifier actes et contrats

En datant et signant un acte (de vente d'un bien, de mariage, de succession...), le notaire lui donne une valeur juridique qui s'impose aux signataires avec la même force qu'une loi. Il garantit l'authenticité de l'acte, du contrat. Il constate officiellement l'accord des parties et s'engage, personnellement, sur le contenu et la date.

Rédiger et faire valoir

Son rôle est décisif en droit de la famille : il conçoit et rédige les contrats de mariage ou d'adoption, règle les successions et les donations...

Il intervient aussi en matière immobilière en rédigeant les actes de vente d'un appartement ou d'une maison. Sa compétence s'étend aux contrats concernant la vie économique: bail commercial, cession de fonds de commerce...

Informier et conseiller

Le notaire informe également les personnes sur la nature des transactions et la portée de leurs engagements. Il leur explique les termes juridiques employés et les conseille.

Le droit étant complexe, il assiste également des organisations (entreprises, collectivités locales...) dans la rédaction de contrats et de conventions.

Exercice de la fonction au Luxembourg

www.mj.public.lu

Le notaire exerce sa fonction sur l'ensemble du territoire national.

Il est nommé par le Grand-Duc.

Il ne peut être destitué qu'en vertu d'une décision judiciaire ou disciplinaire et ne peut être déplacé que sur sa demande.

Ses fonctions prennent fin de plein droit au moment où il atteint l'âge de soixante-douze ans.

Le notaire ne peut occuper aucune autre fonction publique ni aucun emploi privé salarié ou comportant pour lui un lien de dépendance.

Les qualités requises

www.onisep.fr

Être irréprochable

Le notaire est lié par le secret professionnel: une discrétion absolue s'impose. Des sommes d'argent importantes lui étant confiées, le sens des responsabilités et une honnêteté rigoureuse sont indispensables. Officier public, il doit faire preuve d'une totale impartialité dans la rédaction des actes ou contrats et dans la négociation des accords.

Expliquer et conseiller

Intervenant dans les dossiers touchant au droit de la famille (contrats de mariage, adoption...) et au droit immobilier, le notaire est incontestablement le juriste le plus souvent en contact avec le public. Il sait se montrer pédagogue pour informer le public sur la nature des actes et leurs conséquences.

Accès à la profession

Profession réglementée

www.mj.public.lu
www.notariat.lu

Pour devenir notaire, il faut:

- avoir la jouissance des droits civils et l'exercice des droits politiques
- être âgé de vingt-cinq ans accomplis
- être titulaire d'un diplôme de Master homologué en droit
- avoir obtenu le diplôme de candidat-notaire

Législation

Mémorial A n° 76

Loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Suite à un arrêt rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne en 2011, le cadre légal régissant la fonction de notaire au Luxembourg est en cours de réforme.

Devenir notaire, les étapes...

1. Homologation du diplôme étranger de Master en droit

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche
Commission d'homologation
20, Montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg
Tél : +352 247 85135

2. Cours complémentaires en droit luxembourgeois -CCDL-

- **Durée:**
du 1er octobre au 15 avril
- **Inscription:**
Ministère de la Justice
www.mj.public.lu
- **Certification:**
Certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois
- **Conditions d'accès:**
Master en droit
(homologué si étranger)
- **Contact:**
Monsieur Marco Rossi
Marco.Rossi@mj.etat.lu
Tél. : 247-885314
Admission au Barreau

3. Stage notarial

Les avocats-stagiaires ont la possibilité d'effectuer le stage notarial durant la première année de leur stage judiciaire.

- **Durée:**
1 an, débute en mai
- **Diplôme:**
candidat notaire
- **Rémunération :**
 - revenu fixé par le patron de stage
 - indemnité versée par l'Etat : 400 €
- **Programme:**
 - droit d'enregistrement et de succession
 - droit des sociétés
 - fiscalité directe
 - droit notarial

4. Admission sur la liste d'ancienneté

Le temps d'attente varie généralement de 5 à 10 ans. De bons résultats à l'examen de fin de stage permettent de bien se placer sur la liste ! Il est donc conseillé de se décider tôt pour cette carrière et de bien réussir pour avancer. Pendant cette période, le candidat notaire travaillera en tant qu'avocat, magistrat ou juriste.

La profession en chiffres

Au Luxembourg, le nombre de notaires est limité à 36. Le nombre de femmes notaires est actuellement de 11.

Les postes de notaire sont répartis géographiquement sur tous les cantons (à l'exception de celui de Vianden) en tenant compte de l'importance de la population et du volume des affaires.



Formations

Formations longues

5 années de droit à l'université suivies de 7 mois de cours complémentaires en droit luxembourgeois et d'une période de stage variant selon la profession...

Les études de droit sont des études longues et exigeantes où apprendre par cœur ne suffit pas. Cette filière est la plus fréquentée à l'université après la médecine. Pour réussir, mieux vaut être armé d'un bon **raisonnement logique** et maîtriser parfaitement le **français** à l'écrit comme à l'oral !

Des **stages** dès le 1er cycle de vos études vous permettront de vous confronter à la pratique du droit, de confirmer une vocation et de bien choisir votre Master.

Diplômes allemands ou autrichiens reconnus ?

Les diplômes allemands et autrichiens en droit sont homologués au Luxembourg et permettent l'accès aux cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) requis pour accéder aux professions d'avocat, d'huissier de justice, de magistrat et de notaire ainsi qu'à la fonction publique.

Cependant, la procédure d'homologation du diplôme requiert que le droit enseigné au cours des études corresponde, dans ses conceptions fondamentales, aux principes généraux du système juridique luxembourgeois.

L'enseignement du droit doit avoir porté au moins sur les matières d'études suivantes: le droit civil, le droit commercial, le droit pénal ou la procédure pénale, le droit international privé ou public, le droit constitutionnel ou administratif.

Le droit civil doit avoir été enseigné pendant au moins deux années, quatre semestres ou six trimestres. Les autres matières doivent avoir été enseignées pendant au moins une année, deux semestres ou trois trimestres.

Doubles cursus et bi-diplômes

■ **Cursus multi-nationaux**

Afin d'offrir à ses étudiants des cursus bi- et multinationaux, de plus en plus d'universités françaises ont mis en place des formations intégrées en coopération avec des établissements partenaires. Certaines d'entre elles débouchent sur un double diplôme, voire sur un triple diplôme. Ces formations d'excellence et sélectives permettent aux étudiants de s'immerger pendant une ou deux années dans une autre culture et un système universitaire différent.

Quelques exemples:

- **Paris 2 Panthéon-Assas :**
doubles masters avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Cambodge, l'Espagne, l'Italie, Les USA etc.
Plus d'infos sur www.u-paris2.fr
- **Triple diplôme France-Allemagne-Angleterre :**
"Juriste européen" : Université Paris 2, Université Humboldt de Berlin et King's College London
www.u-paris2.fr
- **Université Franco-allemande**
www.dfh-ufa.org

■ **Bi-licences**

Les bi-licences quant à elles, permettent d'associer deux domaines de compétence afin d'obtenir un diplôme dans deux disciplines différentes.

Les bi-licences sont de plus en plus nombreuses, notamment en droit-économie, droit-langues, droit-histoire de l'art, droit-sciences politiques...

Plus d'infos sur Onisep.fr et sur www.aneld.lu

Formations courtes : bac + 3

Les formations juridiques professionnelles forment des collaborateurs pragmatiques, capables d'évoluer et d'exercer immédiatement une activité professionnelle en entreprise, dans le monde associatif, dans les services publics ou dans les organisations internationales.

Débouchés

- fonctionnaire ou employé de la carrière A2 (niveau bachelor), employé au sein du service juridique d'une administration ou d'un service d'aide à la jeunesse, clerc de notaire
- collaborateur parlementaire
- conseiller financier, juridique ou fiscal, fraude analyst (moyennant une formation complémentaire),
- gestionnaire de dossiers du personnel,
- responsable d'agence d'intérim,
- gestionnaire de sinistres ou courtier en assurances ,
- agent immobilier (moyennant une formation complémentaire).

Poursuite d'études

De nombreux masters sont ouverts aux détenteurs d'un bac + 3 juridique :

- Etudes européennes, communication, sciences politiques,
- Sciences administratives et sciences du travail, gestion fiscale ,
- Criminologie, sécurité et lutte anti-terrorisme, droit bancaire et financier européen.

AU LUXEMBOURG

Intitulé de la formation: DROIT

Diplômes délivrés:

- Bachelor académique en droit
- Master en droit européen LL.M
- Master en droit économique européen LL.M avec filières contentieux européen et droit pénal européen des affaires
- Master en droit financier européen et international LL.M.

Durée des études:

5 ans (3+2)

Conditions d'admission:

180 personnes admises - sélection sur dossier d'inscription - critères: notes obtenues, essai, lettre de motivation
Numerus Clausus = secondaires + essai en anglais de 1000 mots maximum sur un sujet juridique à choisir sur une liste + Lettre de motivation et CV

- Master: Bachelor en droit

Procédure d'inscription en bachelor:

Délai de préinscription indiqué chaque année sur le site web de l'université.

du 15 février au 30 avril

Institution:

Université du Luxembourg, Faculté de Droit d'Economie et de Finance,

www.uni.lu

Le Bachelor en droit de l'Université du Luxembourg: plurilinguisme, mobilité internationale, classes à taille réduite, stage découverte...

www.uni.lu

Nouvelle approche transnationale

L'objectif du Bachelor en droit, **dans sa nouvelle mouture transnationalisée**, est de former des juristes multilingues, polyvalents, à l'esprit ouvert, qui sachent penser en termes de global law, tout en maîtrisant les techniques du droit national luxembourgeois.

L'Université du Luxembourg est l'une des rares universités en Europe et dans le monde à proposer une formation transnationale. Dans la quasi-totalité des pays du monde, l'enseignement en droit est axé sinon exclusivement, du moins principalement sur l'étude du droit national : en France, on apprend le droit français, en Angleterre le droit anglais, en Allemagne le droit allemand etc. Ce modèle traditionnel a fait ses preuves, mais dans un monde de plus en plus **globalisé**, il doit être dépassé, surtout dans un pays comme le Luxembourg, dont le droit est issu de différentes traditions et qui est intrinsèquement ouvert sur l'Europe et le monde.

Qu'il travaille au Luxembourg, à l'étranger ou dans des institutions supranationales, dans le secteur privé ou public, le juriste devra non seulement avoir une parfaite maîtrise de son droit national, mais aussi savoir faire le lien entre différents systèmes juridiques afin de pouvoir dialoguer avec ses interlocuteurs étrangers (client, cocontractant, négociateur politique, partie adverse, etc.).

EN ALLEMAGNE

Studienrichtungen: RECHTSWISSENSCHAFT

Studienabschlüsse :

Bachelor of Arts, Master of Law (LL.M.), Staatsexamen: 1. Juristische Prüfung

Regelstudienzeit :

Bachelor + Master= 6 + 4 Semester;
Staatsexamen= 9 Semester

Zugangsvoraussetzungen :

Abitur oder gleichwertiges Diplom

Einschreibebedingungen:

online Antrag auf Zulassung stellen
Siehe Internetseite der Hochschule und
www.uni-assist.de

Anmeldeschluss:

15 Juli (WS) / 15 Januar(SS)

Zusätzliche Informationen:

www.studienwahl.de

Deutsch-französische Juristenausbildung am CJFA Saarbrücken

www.cjfa.eu

Das CJFA bietet eine Licence im deutsch-französischen Recht in Kooperation mit den Universitäten Lorraine (Metz), Panthéon-Assas (Paris 2), Strasbourg, Toulouse Capitole 1, Nice Sophia Antipolis*, Grenoble Alpes* et Lille* an.

*Die Erteilung der Bestätigung durch die zuständigen Gremien ist in Bearbeitung.

Der Auftrag des CJFA ist die gemeinsame Ausbildung von französisch- und deutschsprachigen Studierenden, die im Rahmen eines dreijährigen Studiums Kenntnisse im Recht des jeweiligen Nachbarlandes erwerben möchten.

Die ersten beiden Studienjahre der Licence finden dabei an der Universität des Saarlandes in Saarbrücken statt. Das Dritte Studienjahr wird an einer französischen Partneruniversität absolviert.

EN AUTRICHE

Studienrichtungen: RECHTSWISSENSCHAFTEN

Studienabschluss :
Magister (Mag.iur.)

Regelstudienzeit :
8 Semester (2+3+3) / 240 ECTS

Zugangsvoraussetzungen :
Matura oder gleichwertiges Diplom

Lateinkennnisse: Die Zusatzprüfung Latein ist innerhalb des Einführungsabschnitts abzulegen (falls Latein nicht bereits im Ausmaß von mindestens 10 Wochenstunden absolviert wurde).

Einschreibebedingungen:
online Antrag auf Zulassung stellen
Siehe Internetseite der Hochschule und www.studiversum.at

Aufnahmeverfahren:
Aufnahmetest: Anfang Juli

Anmeldeschluss:
15. Mai

Zusätzliche Informationen:
www.studienwahl.at
www.studiversum.at

Ab dem Studienjahr 2019/20 ist vor der Zulassung zum Diplomstudium Rechtswissenschaften ein Aufnahmeverfahren zu absolvieren.

Beachten Sie bitte unbedingt die Registrierungsfrist von 1. März 2019 bis inklusive 15. Mai 2019!

Das Diplomstudium der Rechtswissenschaften an der Universität Wien

<http://juridicum.univie.ac.at/>

Das Ziel des Diplomstudiums der Rechtswissenschaften an der Universität Wien ist eine wissenschaftliche Berufsvorbildung auf hohem wissenschaftlichen und didaktischen Niveau. Dabei soll eine universaljuristische Bildung vermittelt werden, die grundlegende Kenntnisse in allen Fächern mit der Vertrautheit mit fachspezifischen Methoden, sowie der Fähigkeit, Wissen und Methoden sachgerecht anzuwenden, verbindet. Dadurch soll einerseits eine Berufsvorbildung für alle klassischen Rechtsberufe erlangt werden, andererseits juristische Schlüsselkompetenzen verbunden mit ökonomischen Grundkenntnissen, die die Absolventinnen und Absolventen befähigen, auf Grundlage ihres Wissens und ihrer methodischen Kompetenz sich in verschiedenen anderen juristisch orientierten Berufsbereichen zu bewähren. Da in der Ausbildung auch die Denk-, Argumentations- und Ausdrucksfähigkeit, das kritische Rechtsbewusstsein und soziale Kompetenzen geschult werden, bildet das Studium darüber hinaus auch eine Grundlage für Berufszweige, in denen derartige Kompetenzen benötigt werden.

EN BELGIQUE

Un cours de langue néerlandaise comme première langue est obligatoire à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université catholique de Louvain. 3 niveaux sont prévus: élémentaire, intermédiaire ou avancé.

Intitulé de la formation: DROIT

Diplômes délivrés:

Bachelier
Master

Durée des études:

5 ans (3+2)

Conditions d'admission:

diplôme de fin d'études secondaires reconnu équivalent suivant la procédure belge d'homologation. Demande d'équivalence à faire pour le **15 juillet** au plus tard www.equivalences.cfwb.be

Procédure d'inscription et délai:

Inscription en ligne sur le site de l'université **avant le 31 août**

Nouveau

www.ulb.ac.be

Double diplôme de Master en droit avec l'Université de Grenoble.

Demande à faire avant le **16 mars**.

Institutions :

- **Université Libre de Bruxelles - ULB**
www.ulb.ac.be
- **Université Catholique de Louvain - UCL**
www.uclouvain.be
- **Université de Liège - ULg**
www.ulg.ac.be
- **Université de Mons (1er cycle)**
www.umons.be
- **Université de Namur (1er cycle)**
www.unamur.be
- **Université Saint-Louis, Bruxelles (1er cycle)**
www.fusl.ac.be

Informations complémentaires:

www.enseignement.be
www.siep.be
www.mesetudes.be

Bacheliers en droit à horaire décalé

Université de Namur

www.unamur.be/droit/hd/

Université Saint-Louis Bruxelles

www.usaintlouis.be/sl/677.html

Les études de droit à l'ULB

www.ulb.ac.be/facs/droit

Les trois années de Bachelier offrent un enseignement généraliste, **véritable socle de connaissances et de compétences préalables à toute pratique.**

Guidances

Pour commencer, un cours de « Guidance » accompagnera les nouveaux étudiants afin de leur inculquer les **réflexes méthodologiques** permettant d'aborder au mieux les études universitaires, et, en particulier, le droit. Apprendre à apprendre pourrait ainsi résumer ce cours. Il s'agit ici, et de façon très pratique, de former les jeunes universitaires à élaborer un planning de travail, rédiger des tableaux et synthèses des cours juridiques, apprendre à mieux aborder leurs examens.

Cursus

Concernant la **partie juridique** proprement dite, après l'étude des grands principes généraux et fondateurs du droit enseignés en première année, l'étudiant abordera progressivement les différentes branches qui le constituent (droit pénal, fiscal, administratif, civil, commercial, constitutionnel, etc.).

Parallèlement, de nombreux **cours de sciences humaines** (sociologie, psychologie, philosophie, histoire, économie, etc.) aideront le futur juriste à replacer le droit et sa pratique dans un environnement mieux compris.

Les **deux années de Master** visent avant tout à permettre à l'étudiant d'approfondir sa formation à travers le choix d'une finalité professionnelle et par le biais de modules d'options très variés (entreprise, contentieux, environnement et urbanisme, social, pénal, droits de l'homme, droits intellectuels, etc.).

Langues

Les langues (néerlandais et anglais) font également partie du cursus de la Faculté. Suivant la même logique pédagogique, les cours généralistes précèdent les cours plus **spécifiquement adaptés aux futurs juristes** (comme le néerlandais juridique) avant d'aboutir à des cours de droit en langue étrangère (comme le cours de « Comparative law » de 3^e Bachelier).

EN FRANCE

Intitulé de la formation:
DROIT

Diplômes délivrés:
Licence, Master

Durée des études:
5 ans (3+2)

Conditions d'admission:
Diplôme de fin d'études secondaires

Procédure d'inscription:
demande d'admission obligatoire
via Parcoursup du **22 janvier au
14 mars**
www.parcoursup.fr

Informations complémentaires:
www.parcoursup.fr
www.onisep.fr
www.campusfrance.org

Les Licences

Les enseignements des 2 premières années sont généralistes et se concentrent autour des connaissances juridiques fondamentales.

La 3e année (L3) permet d'opter pour un parcours plus précis sans pour autant fermer les portes pour le choix du Master : droit privé, droit public, droit international, droit des affaires, sciences politiques. ..

Les doubles cursus, très appréciés des recruteurs...

Il s'agit de filières sélectives et exigeantes, qui permettent d'acquérir une double compétence de plus en plus recherchée. Le droit est associé à un autre domaine : économie, sciences politiques, histoire de l'art, sciences sociales, biotechnologies...

Certaines Licences, très sélectives également, forment des juristes bilingues. Une partie de la formation s'effectue à l'étranger : droit français et allemand ou anglais, américain, russe, suisse...

Ex: Ecole de droit de la Sorbonne
www.ecolededroitdelasorbonne.univ-paris1.fr
www.dfr.jura.uni-koeln.de

Les Masters

Les spécialités en Master sont très nombreuses, surtout en droit privé: droit des affaires, droit fiscal, droit pénal... D'autres spécialités sont possibles: droit de la bio-éthique, droit du multimédia, des télécommunications et de l'informatique, droit de la propriété intellectuelle...

DJCE

Le diplôme de juriste-conseil d'entreprise se prépare dans 11 universités (Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris 2, Strasbourg...). Il s'agit d'un diplôme d'université couplé avec un Master en droit des affaires permettant de travailler comme avocat d'affaire, juriste d'entreprise.

Le DJCE de Strasbourg

<http://djce-strasbourg.fr/le-djce/>

Formation professionnelle d'excellence avec stage en entreprise de 2 mois

Triple certification:

- un Master 2 en Droit des affaires,
- un Diplôme Universitaire (Le DJCE),
- un Certificat de spécialisation obtenu à Montpellier (Droit Social, Droit Fiscal, Droit des Sociétés, Droit économique et de la distribution, Propriété intellectuelle et nouvelles technologies et Contentieux international de l'entreprise).

AUX PAYS-BAS

Subject

INTERNATIONAL AND EUROPEAN LAW / LAWS

Degrees awarded:

Bachelor, Master (3 to 4 years + 1 year)

Entry requirements

Secondary school leaving diploma
Language requirements: IELTS or TOEFL test

Application procedure & deadline

apply for enrolment via Studielink before 01 May (check on the website of the institution!)

Institutions

www.studyfinder.nl

<https://student.sl-cloud.nl>

Enseignement à distance

www.fied.fr

www.cned.fr

EN SUISSE

Intitulé de la formation: DROIT

Diplômes délivrés:

Baccalauréat/Bachelor, Maîtrise/Master

Durée des études:

- 6 semestres : Bachelor
- 3 à 4 semestres complémentaires (Master)

Conditions d'admission:

diplôme de fin d'études secondaires (sauf section A)

Procédures d'inscription:

faire une demande d'inscription en ligne pour le **30 avril** (semestre d'automne)

Institutions:

www.studyprogrammes.ch

- **Universität Bern**
www.unibe.ch
- **Université de Fribourg**
www.unifr.ch
- **Université de Genève**
www.unige.ch
- **Université de Lausanne**
www.unil.ch
- **Université de Neuchâtel**
www.unine.ch

Doubles diplômes

L'Université de STRASBOURG et l'Université de ZURICH proposent un double master en droit.

Les partenaires offrent l'opportunité à des étudiants de la Faculté de Droit de l'Université de ZURICH d'effectuer une année au niveau du Master, selon les programmes prévus à Strasbourg par le Master 2 de droit bancaire et financier ou par le Master 2 de droit de l'Union Européenne à la Faculté de Droit de l'Université de Strasbourg.
<http://droit.unistra.fr/>

Enseignement à distance

<https://unidistance.ch/>

Etudier le droit à Lausanne

www.unil.ch

La Faculté offre une formation complète en Droit. Outre les cursus classiques de **Bachelor en Droit**, **Master en Droit** et **Doctorat en Droit**, elle propose, conjointement avec la Faculté de droit de Zurich, un **Master en Droit bilingue**. De même, elle organise, conjointement avec la Faculté des Hautes études commerciales (HEC Lausanne), un cursus de **Master en Droit et économie**.

Master en droit bilingue

Vous avez la possibilité d'accomplir vos études de Master en Droit auprès des Universités de Zurich et Lausanne et d'approfondir vos connaissances juridiques et votre maîtrise de la langue allemande, respectivement française, auprès des deux Facultés partenaires.

La Master en Droit des Universités de Zurich et Lausanne peut être accompli sans mention, ou avec l'une des deux mentions suivantes:

- droit du commerce
- droit public

Diplôme : L'étudiant qui a acquis les 90 crédits ECTS requis conformément aux dispositions du règlement et au plan d'études, obtient le grade de Master of Law der Universitäten Zürich und Lausanne / Maîtrise universitaire en Droit des Universités de Zurich et Lausanne.

Débouchés : Le Master en Droit des Universités de Zurich et Lausanne permet d'accéder à un large éventail d'activités professionnelles. Il ouvre notamment l'accès à la profession d'avocat, de magistrat ou de notaire et prépare également aux diverses professions juridiques proposées par les administrations publiques, les entreprises privées ou encore les organisations internationales.

AU ROYAUME-UNI ET AUX USA

Given significant differences between the legal system in Luxembourg and the British and American legal systems, recognition of diplomas obtained in these countries is not guaranteed. However, it can be very interesting to complete your law studies with an LLM degree!

Master of Law Programs

Masters of Laws (LLM) programs are growing in popularity. The LLM degree is a significant long-term investment that is repaid in more challenging assignments and varied career opportunities, as well as in financial benefits. You can opt to pursue your studies either towards a general LLM or towards one of several subject specialisms.

What are the career benefits of such a qualification?

- the degree program provides an opportunity to gain more knowledge of the international market
- the program is an opportunity to focus on a specific course of study, thus better preparing you for a career in a particular domain (arbitration, environmental law, health law, human

rights law, international business law, tax law...)

- an LLM will make you more attractive to potential employers: international law firms and company legal departments increasingly demand lawyers with a global perspective, able to add value in complex international transactions by providing top-quality legal advice and services
 - spending a year in the United Kingdom or the US or anywhere else, getting an LLM offers an opportunity to reflect on your own system and traditions while becoming familiar with UK and US law and culture.
-

Application process

With the increased demand for places, the application process becomes more and more vigorous each year. The admissions committee is looking at all pieces of the application; but the most important pieces are probably:

- a strong academic record
- strong English language speaking skills
- an LSAT (Law School Admission Test) may be required www.lsac.org

Process

1. begin preparations as early as possible and at least one year in advance
2. visit each of the university's web sites to find all the details you need regarding applications
3. apply directly to each university, usually via an online application system

More information

www.lsac.org/index
www.llm-guide.com/
www.postgrad.com
www.topuniversities.com/where-to-study
www.findyourllm.com
www.aneld.lu

Sources d'information

Institutions officielles

Cour de Justice des Communautés Européennes

<http://curia.europa.eu/>

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme Administrative

www.fonction-publique.public.lu

Ministère de la Justice

www.mj.public.lu

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (homologation)

<http://www.mesr.public.lu/enssup/homologations/index.html>

Organismes et sites professionnels

AEJE/ECLA – Association Européenne des Juristes d'Entreprise

www.ecla.org

ALJB - Association luxembourgeoise des juristes de droit bancaire

www.aljb.lu

Association Nationale des Etudiants Luxembourgeois en Droit

www.aneld.lu

Barreau de Luxembourg

www.barreau.lu

Chambre des Huissiers de Justice

www.huissier.lu

Chambre des Notaires

www.notariat.lu

Conférence du Jeune Barreau

www.jeunebarreau.lu

Portail Justice

www.justice.public.lu

Sites d'information sur les études et les métiers

Allemagne

<http://berufenet.arbeitsagentur.de>
www.studienwahl.de

Autriche

www.bic.at
www.studienwahl.at
www.studiversum.at

Belgique

Service d'information sur les études et les professions SIEP

www.enseignement.be
www.siep.be
www.mesetudes.be

France

**Office national d'information
sur les études et les
professions ONISEP**

www.onisep.fr

www.parcoursup.fr

www.campusfrance.org

Luxembourg

**Centre de Documentation et
d'Information sur
l'enseignement supérieur**

www.cedies.lu

**Site d'information sur les
métiers au Luxembourg**

www.beruffer.anelo.lu

**Université du Luxembourg,
Faculté de Droit d'Economie et
de Finance,**

www.uni.lu

Royaume-Uni et USA

www.llm-guide.com

www.lsac.org/index

www.petersons.com

www.postgrad.com

www.topuniversities.com/where-to-study

www.ucas.ac.uk

Suisse

**Le portail suisse de
l'orientation professionnelle,
universitaire et de carrière**

www.orientation.ch

**Conférence des recteurs des
universités suisses**

www.swissuniversities.ch

www.studyprogrammes.ch



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

cedies

Centre de Documentation
et d'Information sur
l'Enseignement Supérieur
18-20, montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg
Tél.: 247-88650
Fax: 26 19 01 04
e-mail: etudes@mesr.etat.lu • aide-fi@mesr.etat.lu
www.cedies.lu
www.beruffer.anelo.lu



Edition 2019/2020
